

## HOOFDSTUK V. — SLOTBEPALING

**Art. 13.** Het strategisch plan wordt voor het eerste uiterlijk op 30 september 2020 door de Regering goedgekeurd.

**Art. 14.** Dit decreet treedt in werking op de door de Regering vastgestelde datum en uiterlijk op 1 januari 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 oktober 2018.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidenten en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd,  
Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
I. SIMONIS

—  
Nota

*Zitting 2018-2019*

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 683-1. — Commissieamendementen, nr. 683-2. — Commissieverslag nr. 683-3. — Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 683-4. — Vergaderingsamendementen, nr. 683-5. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 683-6.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 24 oktober 2018.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/32186]

25 OCTOBRE 2018. — Décret relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, on entend par:

1° « Gouvernement »: le Gouvernement de la Communauté française

2° « Bénéficiaires »: les entités, organismes ou services, dotés ou non de la personnalité juridique, qui bénéficient des missions de l'ETNIC.

Sont visés:

- a) Les services du Gouvernement et les cabinets ministériels des membres du Gouvernement;
- b) Les organismes d'intérêt public et toute autre structure relevant du Comité de Secteur XVII, ainsi que le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique;
- c) Les organismes d'intérêt public et les services communs à la Communauté française et à d'autres collectivités publiques, créés par accords de coopération ou décret conjoint visant à ce que l'ETNIC assure tout ou partie des missions de service public visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>;
- d) Les services d'une autre collectivité publique, fédérée ou fédérale, que la Communauté française, ainsi que les entités et organismes qui en dépendent pour lesquels un accord de coopération vise à ce que l'ETNIC assure tout ou partie des missions de service public visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1° à 4°;
- e) Les personnes morales de droit public créées par la Communauté française ne relevant ni du Comité de Secteur IX ni du Comité de Secteur XVII;

3° « Programmes d'ordinateur »: les programmes standards et les programmes spécifiques, développés ou adaptés pour répondre aux besoins particuliers de l'ETNIC et d'un bénéficiaire, visés à au point 2° de l'article 6 § 1<sup>er</sup> du présent décret, y compris les logiciels et progiciels;

4° « RGPD »: Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (« Règlement général sur la protection des données »);

5° « Données à caractère personnel »: les données définies à l'article 4, 1) du RGPD;

6° « Traitement »: l' (ou les) opération(s) visée(s) à l'article 4, 2) du RGPD.

**Art. 2.** L' « Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) », ci-après dénommée « l'ETNIC », est un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique.

## CHAPITRE II. — MISSIONS, MODALITÉS DE COLLABORATION ET RESSOURCES

SECTION I<sup>re</sup>. — Missions

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. L'ETNIC exerce les missions de service public suivantes pour ses bénéficiaires, dans le cadre commun de gouvernance de la politique du numérique et de l'informatique défini en concertation avec eux:

1° L'organisation de l'informatique qui vise:

a) afin de répondre aux besoins fonctionnels des bénéficiaires, l'identification, l'analyse, la spécification, la traduction, l'acquisition ou le développement, l'exploitation et le contrôle de solutions informatiques et numériques, en ce compris les solutions applicatives et les solutions d'hébergement physique ou virtuel, existantes ou à développer, en ce compris notamment l'implémentation, le paramétrage, le déploiement, la maintenance, et l'hébergement dans le respect des niveaux de service en vigueur;

L'organisation de l'informatique visée à l'alinéa précédent comprend notamment la rémunération du personnel de l'enseignement ainsi que le contrôle de l'obligation scolaire et le comptage des élèves visés par la loi du 23 mai 2000 fixant les critères visés à l'article 39, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et Régions.

b) l'acquisition et l'inventaire régulièrement mis à jour du matériel informatique nécessaire pour les bénéficiaires;

c) la gestion complète des services d'infrastructure IT et l'exploitation de ces services notamment les serveurs, les postes de travail, l'organisation et le développement technique des réseaux des télécommunications, en ce compris la téléphonie, les innovations numériques ainsi que la maintenance de l'ensemble des composants;

d) la mise en place et l'organisation d'un service de support, en lien avec les missions dévolues à l'ETNIC au sens du présent décret, à destination des bénéficiaires;

e) l'analyse et l'organisation sur le plan technique de la Sécurité du système d'information en étroite collaboration avec les bénéficiaires;

f) le support en matière d'innovation numérique et la veille technologique des outils numériques et informatiques, en ce compris la fixation des standards technologiques et méthodologiques ainsi que l'architecture d'entreprise.

2° L'organisation d'un service d'entrepôt de données;

3° L'organisation, le développement et le déploiement de solutions informatiques dans le cadre de l'administration électronique « Gouvernement électronique » conformément à l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française organisant un service commun en matière de simplification administrative et d'administration électronique dénommé e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé;

4° L'accomplissement de missions de consultance, en lien avec les missions reprises au présent article, visant à offrir de l'expertise en la matière aux bénéficiaires.

§ 2. Afin d'assurer un pilotage efficient de la politique du numérique et de l'informatique de la Communauté française, le Gouvernement arrête les critères qui permettent de déterminer les activités, projets et services que l'ETNIC exerce prioritairement ainsi que les modalités de prise en charge de ceux-ci.

Ces critères visés à l'alinéa 1 doivent, à tout le moins, comprendre les éléments suivants:

1° La transversalité;

2° L'impact budgétaire;

3° L'impact sur l'architecture informatique;

4° Le nombre d'utilisateurs finaux impactés par la solution informatique.

Les modalités de prise en charge visés à l'alinéa 1 doivent, à tout le moins, comprendre le processus de qualification des besoins métiers du bénéficiaire en demandes informatiques.

Ce processus prévoit, à tout le moins, les cas dans lesquels l'ETNIC n'a pas la capacité de réaliser elle-même les activités, projets et services visés à l'alinéa 1 ainsi que les conséquences qui en résultent sur l'exercice de ses missions visées au paragraphe 1.

§ 3. L'ETNIC peut collaborer ou s'associer avec des personnes de droit public ou de droit privé dans le cadre de ses missions.

Le Gouvernement arrête les critères et les modalités de cette collaboration ou association.

Ces critères doivent à tout le moins permettre au Gouvernement:

1° de conserver son autonomie et le contrôle sur l'exercice des missions exercées par l'ETNIC pour le compte de ses bénéficiaires;

2° de s'assurer que la Communauté française n'est pas contrainte à opérer des choix technologiques contraires aux objectifs qu'elle se fixe à court, moyen et long terme.

§ 4. L'ETNIC peut donner accès aux marchés publics qu'elle passe, notamment pour le matériel et les services informatiques, aux personnes de droit public ou privé, bénéficiaires ou non au sens de l'article 1<sup>er</sup> du présent décret.

Elle peut, à cet effet, organiser des centrales d'achat.

## SECTION II. — Modalités de collaboration

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les modalités de collaboration entre l'ETNIC et chaque bénéficiaire sont régies par une convention cadre, qui fixe les droits et les obligations de chaque partie, dans le respect des dispositions du présent décret.

§ 2. Sans préjudice des droits et obligations portés par ou en vertu du présent décret, la convention cadre visée au paragraphe 1<sup>er</sup> fixe, à tout le moins, les éléments suivants:

1° Le rôle de chacune des parties;

2° Le périmètre des missions exercées par l'ETNIC en application de l'article 3 du présent décret;

3° Le mode de financement qui s'applique au bénéficiaire visé ainsi que les modalités pratiques de ce mode de financement, de paiement et de liquidation, en application de l'article 5 du présent décret;

4° Le cadre de gouvernance et les instances stratégiques dans lesquelles le bénéficiaire et l'ETNIC régissent leur relation et assurent, notamment, le pilotage des missions informatiques remplies par l'ETNIC, fixées par le Gouvernement, en application du décret du 25 octobre 2018 relatif au cadre de gouvernance de la politique de l'informatique et du numérique en Communauté française;

5° Les modalités de prises en charge par l'ETNIC des activités, projets et services du bénéficiaire, fixées par le Gouvernement, en application de l'article 3 § 2 du présent décret;

6° Les modalités relatives à la détention et au transfert éventuel de propriété et de propriété intellectuelle des matériels, des programmes d'ordinateur et de tout autre élément susceptible d'être protégé par des droits de propriété intellectuelle en application de l'article 6 du présent décret;

7° Les modalités d'organisation spécifiques à un bénéficiaire de l'entrepôt des données visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2°;

8° Les modalités d'organisation spécifiques à un bénéficiaire en matière de traitement des données à caractère personnel en application du RGPD;

Les modalités de délocalisation des membres du personnel auprès des bénéficiaires, en application de l'article 9 du présent décret.

§ 3. En annexe à la convention cadre visée au paragraphe 1, est reprise, sous forme de fiches, la liste des activités, projets et services réalisés par l'ETNIC pour le bénéficiaire, qui contient au minimum le périmètre, les ressources humaines et financières, la durée ainsi qu'une projection budgétaire pluriannuelle.

§ 4. Chaque convention cadre est conclue entre le Gouvernement, l'ETNIC et le bénéficiaire concerné.

§ 5. Le Gouvernement arrête le modèle de la convention cadre et de ses annexes ainsi que les modalités pratiques relatives à la conclusion et à la mise à jour de la convention cadre et de ses annexes.

### SECTION III. — Ressources et modes de financement

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. L'ETNIC a pour ressources:

1° à titre principal, la dotation annuelle allouée par la Communauté française, celle-ci étant exclusivement affectée à l'exécution par l'ETNIC des missions de service public visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup> du présent décret, à l'exception des consommables nécessaires aux bénéficiaires;

2° de manière exceptionnelle, les recettes fonctionnelles issues de (re)facturation, liées aux missions prestées par l'ETNIC;

3° les moyens transférés ou mis à sa disposition dans le cadre de conventions ou d'accords de coopération conclus avec d'autres autorités publiques;

4° les dons et legs faits en sa faveur.

§ 2. En application du § 1<sup>er</sup>, 1°, le décret contenant le budget des dépenses de la Communauté française détermine les crédits inscrits à l'article de base « Dotation annuelle de l'ETNIC » et les crédits inscrits, dans la même division organique réservée à l'informatique, aux autres articles de base destinés à couvrir les dépenses liées à des demandes spécifiques.

Ces crédits inscrits aux autres articles de base destinés à couvrir les dépenses liées à des demandes spécifiques peuvent faire l'objet de nouvelle répartition des crédits en cours d'année afin d'approvisionner l'article de base de la dotation annuelle de l'ETNIC.

§ 3. Le gouvernement arrête, pour chaque mode de financement prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>, les modalités de recensement des demandes informatiques introduites à l'ETNIC qui ont un impact budgétaire.

§ 4. Les autres modalités pratiques relatives aux modes de financement prévus au paragraphe 1<sup>er</sup> sont prévues dans la convention cadre conclue entre l'ETNIC et chacun de ses bénéficiaires conformément à l'article 4 du présent décret.

§ 5. La dotation annuelle visée au § 1<sup>er</sup>, 1°, est liquidée en deux tranches.

La première tranche est versée au plus tard le 15 février de l'année civile concernée et correspond à 80 % du montant de la dotation.

La seconde tranche correspondant au solde de la dotation annuelle est versée au plus tard le 15 novembre de l'année civile concernée, sur remise d'un rapport d'exécution contenant l'exécution budgétaire provisoire et l'état des besoins de l'ETNIC.

Le rapport visé à l'alinéa 3 est présenté à l'inspection des finances qui vérifie l'exactitude des informations sur le plan budgétaire et comptable.

### CHAPITRE III. — PROPRIETE

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. A l'égard de ses bénéficiaires, l'ETNIC est titulaire:

1° des droits de propriété sur les matériels qui lui sont transférés ou qu'elle acquiert pour elle-même ou pour ses bénéficiaires;

2° des droits de propriété intellectuelle et de nature équivalente sur les programmes d'ordinateur et sur tout autre élément susceptible d'être protégé par ceux-ci, qu'elle acquiert d'une quelconque manière pour elle-même ou pour ses bénéficiaires;

3° des droits issus de licences d'utilisation et d'exploitation sur les éléments visés sous 2° lorsqu'ils sont concédés par un tiers pour elle-même et pour ses bénéficiaires.

§ 2. Les modalités pratiques relatives à la détention de droits de propriété et de propriété intellectuelle sont fixées par la convention cadre visée à l'article 4 du présent décret.

### CHAPITRE IV. — PERSONNEL

**Art. 7.** Le cadre et le statut du personnel, ses rémunérations et ses indemnités sont fixés par le Gouvernement.

**Art. 8.** Pour ce qui concerne les fonctions en liaison avec l'implantation et l'utilisation des technologies liées à ses missions de service public, l'ETNIC fait appel à du personnel engagé sous contrat de travail, et ce, aux fins exclusives d'accomplir des tâches spécifiques.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel de l'ETNIC peuvent, dans le cadre des missions de consultance visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4°, faire l'objet de délocalisations temporaires vers les services fonctionnels des bénéficiaires.

Ces délocalisations temporaires ne constituent pas des mises à disposition au sens de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

§ 2. La convention cadre visée à l'article 4 fixe, à tout le moins, les éléments suivants:

1° Le rôle de l'ETNIC en tant qu'autorité hiérarchique et, le cas échéant, du bénéficiaire en matière d'instructions fonctionnelles;

2° Les missions spécifiques de consultance et les profils qui font l'objet de délocalisation temporaire;

3° Le coût et le mode de financement des délocalisations;

4° Les modalités d'exécution;

5° Les modalités d'évaluation des délocalisations et du suivi des missions.

#### CHAPITRE V. — ORGANISATION ET GESTION

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. L'ETNIC est dirigée par un(e) Administrateur(trice) général(e) qui assure la gestion quotidienne de l'ETNIC.

Le siège de l'ETNIC est fixé par le Gouvernement.

§ 2. L'Administrateur(trice) général(e) est assisté(e) d'un(e) administrateur(trice) général(e) adjoint(e), d'un(e) directeur(trice) général(e) de l'informatique et d'un comité de direction dont il/elle assume la présidence.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'Administrateur(trice) général(e), il/elle est remplacé par l'Administrateur(trice) général(e) adjoint(e).

§ 3. L'Administrateur(trice) général(e) représente l'ETNIC dans les actes judiciaires et extrajudiciaires et agit valablement en nom et pour compte de l'ETNIC.

§ 4. Le comité de direction visé au paragraphe 2 est composé des fonctionnaires généraux de l'ETNIC, avec voix délibérative, et des membres de son personnel, avec voix consultative, que le Gouvernement désigne à cet effet.

**Art. 11.** Le Gouvernement arrête les délégations de compétence, de pouvoir et de signature, qui sont accordées aux fonctionnaires généraux, au comité de direction et aux membres du personnel, notamment en matière de fonctionnement général, de marchés publics et de personnel.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Les tâches à réaliser à moyen terme, et leur impact budgétaire, pour atteindre les objectifs stratégiques et les objectifs opérationnels prioritaires nécessaires à la mise en œuvre et à l'optimisation interne de l'ETNIC sont fixées dans un contrat d'administration, approuvé par le Gouvernement.

§ 2. Le modèle et les modalités du contrat d'administration visé au paragraphe 1<sup>er</sup> sont déterminés par le Gouvernement.

**Art. 13.** Sans préjudice des dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, le Gouvernement peut déterminer les modalités pour la remise de rapport de gestion journalière.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. L'ETNIC transmet au plus tard le 30 juin au Gouvernement un rapport annuel d'activités de l'année précédente.

§ 2. Le Gouvernement le transmet au Parlement de la Communauté française dans le mois de sa prise d'acte.

§ 3. Ce rapport indique notamment:

1° les mesures prises par l'ETNIC pour remplir ses missions de service public en application du contrat d'administration visé à l'article 12, § 1<sup>er</sup>;

2° de manière anonyme, les informations relatives à la rémunération de l'Administrateur(trice) général(e), de l'Administrateur(trice) général(e) adjoint(e) et du (de la) directeur(trice) général(e) de l'informatique.

#### CHAPITRE VI. — BUDGET ET COMPTES

**Art. 15.** La gestion financière de l'ETNIC est assurée conformément aux dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et les arrêtés d'exécution de ladite loi, pour autant qu'il n'y soit pas dérogé dans les dispositions du présent décret.

**Art. 16.** Par dérogation à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, en cas d'ajustement du budget de l'ETNIC, le budget ajusté est approuvé par le Gouvernement.

Ce budget ajusté est transmis pour information au Parlement.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Le contrôle administratif et budgétaire est exercé par l'inspection des finances.

§ 2. Les seuils d'intervention de l'inspection des finances ainsi que les délais et les modalités de remise des avis sont déterminés par le Gouvernement.

§ 3. Une convention définissant les modalités du contrôle administratif et budgétaire de l'Inspection des Finances est conclue entre l'ETNIC, le Gouvernement et l'Inspection des Finances.

Sans préjudice des droits et obligations portés par ou en vertu du présent décret, la convention fixe, à tout le moins, les éléments suivants:

1° Les modalités de collaboration entre les parties;

2° La forme du contrôle.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. L'ETNIC est soumise au révisorat d'entreprise.

Le Gouvernement détermine les modalités de ce révisorat.

§ 2. Le Gouvernement approuve le plan comptable, les règles d'évaluation et d'amortissement de l'ETNIC.

§ 3. Le bénéfice net est le solde du compte de résultats défini par le plan comptable, après dotation aux amortissements et provisions autorisées par le Gouvernement.

§ 4. Le Gouvernement détermine les modalités d'affectation du bénéfice net de l'exercice.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup> - L'ETNIC est tenue de confier tous ses comptes financiers et tous les placements auprès du caissier de la Communauté française.

L'ETNIC dispose de ses comptes financiers dans le respect de son autonomie.

§ 2. L'ETNIC confie au caissier l'exécution matérielle de ses opérations de recettes et dépenses et la tenue de tous ses comptes financiers selon les conditions définies par le « contrat de Caissier » qui lie la Communauté française et son caissier.

La nomenclature des comptes financiers déjà ouverts par l'ETNIC auprès du caissier n'est pas modifiée.

§ 3. Le caissier détermine l'état global, c'est-à-dire la position nette de trésorerie déterminée à partir de l'ensemble des soldes de tous les comptes de la Communauté française, et notamment des comptes de l'ETNIC.

Cet état global est géré par l'Agence de la Dette du Ministère de la Communauté française.

Les comptes financiers de l'ETNIC dans l'état global ne lui portent pas d'intérêt.

#### CHAPITRE VII. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIVES ET FINALES

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 1<sup>er</sup>, catégorie A de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots « Entreprise publique des Technologies Numériques de l'information et de la Communication de la Communauté française » sont insérés à leur place dans l'ordre alphabétique.

§ 2. A l'article 1<sup>er</sup>, catégorie B de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots « Entreprise publique des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication de la Communauté française » sont supprimés.

§ 3. Les dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public sont applicables pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par le présent décret.

§ 4. A l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, c) du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, les mots « l'ETNIC visée par le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication en Communauté française » sont supprimés.

A l'article 2, alinéa 2, point 4, du même décret, les mots « l'article 4, §§ 1<sup>er</sup> à 3 n'est pas applicable à l'ETNIC » sont supprimés.

**Art. 21.** L'organisme d'intérêt public visé à l'article 2 du présent décret succède à la personne juridique de l'organisme d'intérêt public visé à l'article 2 du décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) et en exerce les compétences.

L'ensemble des droits, obligations et engagements quelconques pris avant l'entrée en vigueur du présent décret sont maintenus.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) est abrogé.

§ 2. Les dispositions prises en exécution du décret visé au paragraphe 1 sont réputées adoptées en vertu du présent décret et restent en vigueur jusqu'à leur abrogation par le Gouvernement.

**Art. 23.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 octobre 2018.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,  
des Droits des Femmes et de l'Egalité des Chances,  
I. SIMONIS

—  
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 684-1. – Amendement de commission, n° 684-2. — Rapport de commission, n° 684-3. – Texte adopté en commission, n° 684-4. – Amendement(s) en séance, n° 684-5. – Texte adopté en séance plénière, n° 684-6.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 24 octobre 2018.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/32186]

**25 OKTOBER 2018. — Decreet betreffende het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) » (Overheidsbedrijf voor Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

## HOOFDSTUK I. — ALGEMENE BEPALINGEN

**Artikel 1.** In de zin van dit decreet, wordt verstaan onder:

- 1 ° "Regering": de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 2 ° "Begunstigden": de entiteiten, instellingen en diensten, met of zonder rechtspersoonlijkheid, die tot de opdrachten van ETNIC behoren.

Bedoeld worden:

- a) de diensten van de Regering en de ministeriële kabinetten van de leden van de Regering;
- b) de instellingen van openbaar nut en alle andere structuren die onder het Comité van Sector XVII<sup>re</sup> sorteren, alsook de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de "Academie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique";
- c) de instellingen van openbaar nut en de diensten die de Franse Gemeenschap en andere overheidsbesturen gemeen hebben, die door samenwerkingsakkoorden of een gezamenlijk decreet opgericht werden, dat (die) ertoe strekt (strekken) dat ETNIC, gedeeltelijk of geheel, voor de opdrachten van overheidsdienst bedoeld bij artikel 3, § 1 zou instaan;
- d) de diensten van een ander overheidsbestuur, federaal of van een deelstaat, dan de Franse Gemeenschap, evenals entiteiten en instellingen die ervan afhangen waarvoor een samenwerkingsakkoord gesloten werd om te waarborgen dat ETNIC, gedeeltelijk of geheel, voor de opdrachten van overheidsdienst bedoeld bij artikel 3, § 1, 1° tot 4° zou zorgen;
- e) de publiekrechtelijke rechtspersonen opgericht door de Franse Gemeenschap die noch onder het Comité van Sector IX noch onder het Comité van Sector XVII<sup>re</sup> sorteren;
- 3 ° "Computerprogramma's": standaardprogramma's en specifieke programma's, ontwikkeld of aangepast om aan de specifieke behoeften van ETNIC en een begunstigde te voldoen, bedoeld in punt 2 van artikel 6, § 1 van dit decreet, met inbegrip van software en softwarepakketten;
- 4 ° "AVG": Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG ("Algemene Verordening Gegevensbescherming");
- 5 ° "persoonsgegevens": de gegevens omschreven in artikel 4, 1) van de AVG;
- 6 ° "Verwerking": de operatie(s) bedoeld in artikel 4, 2) van de AVG.

**Art. 2.** Het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) » (Overheidsbedrijf voor Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), hierna "ETNIC" genoemd, is een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid.

## HOOFDSTUK II. — OPDRACHTEN, NADERE REGELS VOOR DE SAMENWERKING EN MIDDELEN

## AFDELING I. — Opdrachten

**Art. 3.** § 1. ETNIC oefent de volgende overheidsdienstopdrachten voor zijn begunstigden uit, binnen het gemeenschappelijke kader inzake beheer van het digitale en IT-beleid dat in overleg met ze wordt vastgesteld:

- 1 ° de organisatie van informatica die gericht is op:
- a) om te voldoen aan de functionele behoeften van de begunstigden, de identificatie, analyse, specificatie, vertaling, verwerving of ontwikkeling, uitbating en controle van informatica- en digitale oplossingen, met inbegrip van toepassingsoplossingen en fysieke of virtuele hostingsoplossingen, bestaande of nog te ontwikkelen, inclusief, maar niet beperkt tot, de implementering, configuratie, aanwending, onderhoud en hosting met inachtneming van de huidige dienstniveaus;
- De organisatie van informatica waarnaar in het vorige lid wordt verwezen, omvat inzonderheid de bezoldiging van het onderwijspersoneel alsmede het toezicht op de leerplicht en de telling van de leerlingen bedoeld in de wet van 23 mei 2000 tot bepaling van de criteria bedoeld in artikel 39, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.
- b) de aanschaf en regelmatig bijgewerkte inventaris van het benodigde computer materiaal voor de begunstigden;
- c) het volledige beheer van de IT-infrastructuurdiensten en de uitbating van deze diensten, met inbegrip van servers, werkstations, organisatie en technische ontwikkeling van telecommunicatienetwerken, met inbegrip van de telefonie, digitale innovaties alsook het onderhoud van alle componenten;
- d) de oprichting en organisatie van een steundienst, in verband met de taken die aan ETNIC zijn toevertrouwd in de zin van dit decreet, ten bate van de begunstigden;
- e) de technische analyse en organisatie van de beveiliging van het informatiesysteem in nauwe samenwerking met de begunstigden;
- f) de steun voor digitale innovatie en technologische monitoring van digitale en computerinstrumenten, met inbegrip van het bepalen van technologische en methodologische normen, evenals de bedrijfsarchitectuur.

- 2 ° de organisatie van een "datawarehouse"-dienst;

3 ° de organisatie, ontwikkeling en aanwending van informaticaoplossingen in het kader van het e-bestuur, “Elektronische Regering”, overeenkomstig de samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap tot organisatie van een gemeenschappelijke dienst inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie, e-Wallonie-Bruxelles Simplification (e-Wallonië-Brussel Vereenvoudiging) genoemd, afgekort « eWBS »;

4 ° het uitvoeren van consultancyopdrachten, in verband met de opdrachten opgenomen in dit artikel, gericht op het aanbieden van expertise op dat gebied aan de begunstigden.

§ 2. Teneinde een efficiënte sturing van het digitale en informaticabeleid van de Franse Gemeenschap te garanderen, stelt de Regering de criteria vast voor het bepalen van de activiteiten, projecten en diensten die ETNIC als prioriteit uitoefent, alsmede de nadere regels om deze te beheren.

De in lid 1 bedoelde criteria moeten minstens de volgende elementen bevatten:

- 1 ° transversaliteit;
- 2 ° de budgettaire impact;
- 3 ° de impact op de informatica-architectuur;
- 4 ° het aantal eindgebruikers dat betrokken is bij de informaticaoplossing.

De nadere regels voor het optreden waarnaar in lid 1 wordt verwezen, moeten minstens het proces tot kwalificatie van de bedrijfsbehoeften van de begunstigde op het gebied van computeraanvragen, omvatten.

Dit proces bepaalt, op zijn minst, de gevallen waarin ETNIC niet over de capaciteit beschikt om de activiteiten, projecten en diensten als bedoeld in lid 1 zelf uit te voeren alsook de gevolgen daarvan voor de uitoefening van zijn opdrachten als bedoeld in paragraaf 1.

§ 3. ETNIC kan in het kader van zijn opdrachten met publiek- of privaatrechtelijke personen samenwerken.

De Regering bepaalt de criteria en nadere regels van deze samenwerking of vereniging.

Deze criteria moeten de Regering minstens in staat stellen:

- 1 ° haar autonomie en controle te behouden over de uitoefening van de opdrachten die door ETNIC namens de begunstigden worden uitgevoerd;
- 2 ° ervoor te zorgen dat de Franse Gemeenschap niet gedwongen wordt technologische keuzes te maken die indruisen tegen de doelstellingen die zij zichzelf op korte, middellange en lange termijn stelt.

§ 4. ETNIC kan toegang verlenen tot de overheidsopdrachten die het gunt, inzonderheid voor computer materiaal en informaticadiensten, aan publiekrechtelijke of privaatrechtelijke personen, al dan niet begunstigden in de zin van artikel 1 van dit decreet.

Het kan hiertoe aankoopcentrales organiseren.

#### AFDELING II. — Nadere regels voor de samenwerking

**Art. 4.** § 1. De nadere regels voor de samenwerking tussen ETNIC en elke begunstigde worden bepaald door een kaderovereenkomst, waarin de rechten en plichten van elke partij worden vastgesteld, met inachtneming van de bepalingen van dit decreet.

§ 2. Onverminderd de rechten en verplichtingen die bij of krachtens dit decreet zijn vastgesteld, stelt de kaderovereenkomst als bedoeld in lid 1 minstens de volgende elementen vast:

- 1 ° de rol van elke partij;
- 2 ° de reikwijdte van de opdrachten uitgeoefend door ETNIC op grond van artikel 3 van dit decreet;
- 3 ° de financieringsmethode die van toepassing is op de betrokken begunstigde en de praktische voorwaarden van deze wijze van financiering, betaling en vereffening, overeenkomstig afdeling 5 van dit decreet;
- 4 ° het beheerskader en de strategische instanties waarbinnen de betrekkingen tussen de begunstigde en ETNIC plaatsvinden, inzonderheid, de sturing van de computeropdrachten uitgeoefend door ETNIC, bepaald door de Regering, met toepassing van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het beheerskader van het digitale en informaticabeleid in de Franse Gemeenschap;
- 5 ° de regelingen voor de implementatie door ETNIC van de activiteiten, projecten en diensten van de begunstigde, vastgesteld door de Regering, met toepassing van artikel 3 § 2 van dit decreet;
- 6 ° de nadere regels voor het bezit en de mogelijke overdracht van eigendom en intellectuele eigendom van materiaal, computerprogramma's en elk ander element dat kan worden beschermd door intellectuele-eigendomsrechten overeenkomstig artikel 6 van dit decreet;
- 7 ° specifieke organisatorische regels voor een begunstigde van het datawarehouse bedoeld in artikel 3, § 1, 2 °;
- 8 ° de specifieke organisatorische regels voor een begunstigde met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens op grond van de AVG;
- 9 ° de procedures voor de verplaatsing van personeelsleden naar de begunstigden, overeenkomstig artikel 9 van dit decreet.

§ 3. Als bijlage bij de in paragraaf 1 bedoelde kaderovereenkomst, wordt de lijst opgenomen, in de vorm van fiches, van de activiteiten, projecten en diensten die ETNIC ten behoeve van de begunstigde uitvoert, die minstens de reikwijdte, de menselijke en geldelijke middelen, de duur evenals een meerjarige begrotingsprognose bevat.

§ 4. Elke kaderovereenkomst wordt gesloten tussen de Regering, het ETNIC en de betrokken begunstigde.

§ 5. De Regering keurt het model van de kaderovereenkomst en de bijlagen goed, alsook de praktische regelingen voor het sluiten en bijwerken van de kaderovereenkomst en de bijlagen ervan.

#### AFDELING III. — Middelen en financieringswijzen

**Art. 5.** § 1. ETNIC heeft als middelen:

- 1 ° hoofdzakelijk, de jaarlijkse dotatie toegekend door de Franse Gemeenschap, die uitsluitend wordt toegewezen aan de uitvoering door ETNIC van de in artikel 3, § 1 van dit decreet bedoelde opdrachten van overheidsdienst, met uitzondering van de verbruiksgoederen die de begunstigden nodig hebben;

2 ° bij wijze van uitzondering, de functionele inkomsten die voortvloeien uit de (her)facturering, in verband met de opdrachten uitgevoerd door ETNIC;

3 ° de middelen die worden overgedragen of ter beschikking gesteld in het kader van verdragen of samenwerkingsovereenkomsten die zijn gesloten met andere overheidsinstanties;

4 ° giften en nalatenschappen gedaan in zijn voordeel.

§ 2. Met toepassing van § 1, 1 °, bepaalt het decreet houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, de kredieten uitgetrokken op de basisallocatie "Jaarlijkse dotatie van ETNIC" en de kredieten, in dezelfde organisatieafdeling, gereserveerd voor computers, uitgetrokken op andere basisallocaties bedoeld om uitgaven in verband met specifieke aanvragen te dekken.

Deze kredieten die zijn uitgetrokken op andere basisartikelen ter dekking van uitgaven in verband met specifieke aanvragen, kunnen in de loop van het jaar opnieuw worden verdeeld om de basisallocatie van de jaarlijkse dotatie van ETNIC te financieren.

§ 3. De Regering bepaalt voor elke in lid 1 bedoelde financieringswijze de procedures voor het identificeren van bij ETNIC ingediende computeraanvragen die gevolgen hebben voor de begroting.

§ 4. De andere praktische regelingen met betrekking tot de financieringswijzen als bedoeld in lid 1 worden vermeld in de kaderovereenkomst gesloten tussen ETNIC en elk van haar begunstigden overeenkomstig artikel 4 van dit decreet.

§ 5. De jaarlijkse dotatie, bedoeld in § 1, 1 °, wordt in twee schijven vereffend.

De eerste schijf wordt uiterlijk op 15 februari van het betrokken kalenderjaar gestort en komt overeen met 80 % van het bedrag van de dotatie.

De tweede schijf die overeenkomt met het saldo van de jaarlijkse dotatie, wordt uiterlijk op 15 november van het betrokken kalenderjaar gestort na indiening van een uitvoeringsverslag met de voorlopige begroting en de behoeftenverklaring van ETNIC. .

Het in lid 3 bedoelde verslag wordt voorgelegd aan de inspectie van financiën, die de overeenstemming van de verleende informatie met de begroting en boekhouding verifieert.

#### HOOFDSTUK III. — EIGENDOM

**Art. 6.** § 1. Ten opzichte van de begunstigden, is ETNIC houder van:

1 ° de eigendomsrechten op de materialen die aan ETNIC zijn overgedragen of die het voor zichzelf of voor de begunstigden heeft verworven;

2 ° de intellectuele eigendomsrechten of rechten van gelijkwaardige aard op computerprogramma's en alle andere elementen die namens deze rechten kunnen worden beschermd, die ETNIC op enigerlei wijze voor zichzelf of voor zijn begunstigden aanschafft;

2 ° de rechten die voortvloeien uit vergunningen voor het gebruik en de uitbating van de elementen bedoeld in 2 ° wanneer deze door een derde aan ETNIC en aan zijn begunstigden worden verleend.

§ 2. De praktische nadere regels met betrekking tot de eigendom van eigendomsrechten en intellectuele eigendom worden vastgelegd in de kaderovereenkomst bedoeld in artikel 4 van dit decreet.

#### HOOFDSTUK IV. — PERSONEEL

**Art. 7.** Het kader en het statuut van de personeelsleden, hun bezoldiging en toelagen worden door de Regering vastgesteld.

**Art. 8.** Met betrekking tot de ambten die verband houden met de uitvoering en het gebruik van technologieën in verband met zijn opdrachten van overheidsdienst, maakt ETNIC gebruik van personeel dat een arbeidsovereenkomst heeft gesloten, en dit voor werkzaamheden met als enig doel specifieke opdrachten uit te voeren.

**Art. 9.** § 1. De personeelsleden van ETNIC kunnen, in het kader van de adviesopdrachten als bedoeld in artikel 3, § 1, 4 °, tijdelijk worden overgeplaatst naar de functionele diensten van de begunstigden.

Deze tijdelijke verplaatsingen vormen geen terbeschikkingstellingen in de zin van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers.

§ 2. De kaderovereenkomst waarnaar in artikel 4 wordt verwezen, bevat op zijn minst de volgende elementen:

1 ° de rol van ETNIC als hiërarchische overheid en, in voorkomend geval, van de begunstigde inzake functionele onderrichtingen;

2 ° de specifieke consultancy-opdrachten en de profielen die onderhevig zijn aan tijdelijke verplaatsing;

3 ° de kosten en de wijze van financiering van verplaatsingen;

4 ° de uitvoeringsmethoden;

5 ° de evaluatiemethoden voor de verplaatsingen en voor het toezicht op de opdrachten.

#### HOOFDSTUK V. — ORGANISATIE EN BEHEER

**Art. 10.** § 1. Het ETNIC wordt geleid door een administrateur-generaal die verantwoordelijk is voor het dagelijks beheer van ETNIC.

De zetel van ETNIC wordt door de Regering bepaald.

§ 2. De administrateur-generaal wordt bijgestaan door een adjunct-administrateur-generaal, een directeur-generaal, een directeur-generaal van de informatica en een bestuurscomité waarvan hij/zij het voorzitterschap waarneemt.

In geval van afwezigheid of onvermogen van de administrateur-generaal, wordt hij/zij door de adjunct-administrateur-generaal vervangen.

§ 3. De administrateur-generaal vertegenwoordigt ETNIC in gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen en handelt geldig in naam en voor rekening van ETNIC.

§ 4. Het in lid 2 bedoelde bestuurscomité bestaat uit de algemene ambtenaren van ETNIC, met beraadslagende stem, en leden van zijn personeel, met een adviserende stem, daartoe door de Regering aangewezen.



**Art. 11.** De Regering bepaalt de delegaties van bevoegdheden, macht en ondertekening die aan de ambtenaren-generaal toegekend worden, aan het bestuurscomité en aan de personeelsleden, inzonderheid inzake algemene werking, overheidsopdrachten en personeel.

**Art. 12.** § 1. De taken op middellange termijn, en hun budgettaire impact, om de strategische doelstellingen en de prioritaire operationele doelstellingen te bereiken die nodig zijn voor de implementatie en interne optimalisering van ETNIC zijn vastgelegd in een bestuursovereenkomst, goedgekeurd door de Regering.

§ 2. Het model en de voorwaarden van de in lid 1 bedoelde bestuursovereenkomst worden door de Regering vastgesteld.

**Art. 13.** Onverminderd de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, kan de Regering de nadere regels bepalen voor het indienen van verslagen over het dagelijks beheer.

**Art. 14.** § 1. ETNIC zendt uiterlijk op 30 juni een jaarlijks activiteitenverslag over het voorgaande jaar aan de Regering.

§ 2. De Regering zendt het aan het Parlement van de Franse Gemeenschap toe binnen de maand nadat zij daarvan akte heeft genomen.

§ 3. Dit verslag vermeldt inzonderheid:

1 ° de maatregelen die ETNIC heeft genomen om zijn openbare dienstverleningsopdrachten uit te voeren krachtens de bestuursovereenkomst bedoeld in artikel 12, § 1;

2 ° op anonieme wijze, de informatie met betrekking tot de bezoldiging van de administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal en directeur-generaal van de informatica.

#### HOOFDSTUK VI. — BEGROTING EN REKENINGEN

**Art. 15.** Voor het financiële beheer van ETNIC wordt gezorgd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en de uitvoeringsbesluiten van genoemde wet, voor zover er niet van wordt afgeweken in de bepalingen van dit decreet.

**Art. 16.** In afwijking van artikel 3, lid 1, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, wordt de aangepaste begroting, in geval van aanpassing van de begroting van ETNIC, goedgekeurd door de Regering.

Deze aangepaste begroting wordt ter informatie aan het Parlement toegezonden.

**Art. 17.** § 1. De administratieve en budgettaire controle wordt uitgeoefend door de inspectie van Financiën.

§ 2. De drempelwaarden voor het optreden van de Inspectie van Financiën, alsmede de termijnen en de nadere regels voor het verlenen van de adviezen, worden door de Regering bepaald.

§ 3. Tussen ETNIC, de Regering en de Inspectie van Financiën wordt een overeenkomst gesloten waarin de nadere regels voor de administratieve en budgettaire controle van de Inspectie van Financiën worden vastgelegd.

Onverminderd de rechten en plichten van of krachtens dit decreet, bevat de overeenkomst minstens de volgende elementen:

1 ° de nadere regels voor de samenwerking tussen de partijen;

2. de vorm van de controle.

**Art. 18.** § 1. ETNIC is onderworpen aan het bedrijfsrevisoraat.

De Regering bepaalt de nadere regels van dat revisoraat.

§ 2. De Regering keurt het rekeningenstelsel, de evaluatie- en afschrijvingsregels van ETNIC goed.

§ 3. De nettowinst is het saldo van de resultatenrekening bepaald in het rekeningenstelsel, na dotatie aan de door de Regering toegestane afschrijvingen en voorzieningen.

§ 4. De Regering bepaalt de nadere regels voor de toewijzing van de nettowinst van het boekjaar.

**Art. 19.** § 1 - ETNIC is verplicht om al zijn financiële rekeningen en alle investeringen toe te vertrouwen aan de kassier van de Franse Gemeenschap.

ETNIC beschikt over zijn financiële rekeningen, waarbij zijn autonomie geëerbiedigd wordt.

§ 2. ETNIC vertrouwt de kassier de materiële uitvoering van zijn ontvangst- en uitgavenverrichtingen toe, evenals het houden van al zijn financiële rekeningen volgens de algemene voorwaarden bepaald door de "Kassierovereenkomst" die de Franse Gemeenschap en haar kassier bindt.

De nomenclatuur van de financiële rekeningen die ETNIC reeds bij de kassier geopend heeft, wordt niet gewijzigd.

§ 3. De kassier bepaalt de globale staat, dit is de netto thesauriëstaat die wordt bepaald op grond van het geheel van de saldi van alle rekeningen van de Franse Gemeenschap, inzonderheid de rekeningen van ETNIC.

Die globale staat wordt beheerd door het Agentschap voor de Schuld van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De financiële rekeningen van ETNIC in de globale staat brengen geen interesten op voor het bedrijf.

#### HOOFDSTUK VII. — OVERGANGS-, WIJZIGINGS- EN SLOTBEPALINGEN

**Art. 20.** § 1. In artikel 1, categorie A van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, worden, in de Franse versie, de woorden "Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française" ingevoegd op hun plaats in alfabetische volgorde.

§ 2. In artikel 1, categorie B van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, worden, in de Franse versie, de woorden "Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française" afgeschaft.

§ 3. De bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, zijn van toepassing voor zover daarvan bij dit decreet niet wordt afgeweken.

§ 4. In artikel 1, 1°, c) van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, worden de woorden "het ETNIC, bedoeld bij het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC)" afgeschaft.

In artikel 2, lid 2, vierde punt, van hetzelfde decreet, worden de woorden "Artikel 4, §§ 1 tot 3 is niet van toepassing op ETNIC" afgeschaft.

**Art. 21.** De instelling van openbaar nut bedoeld bij artikel 2 van dit decreet neemt de plaats in van de rechtspersoon van de instelling van openbaar nut bedoeld bij artikel 2 van het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), en oefent er de bevoegdheden van uit.

Alle rechten, verplichtingen en verbintenissen die vóór de inwerkingtreding van dit decreet bestonden, worden behouden.

**Art. 22.** § 1. Het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), wordt opgeheven.

§ 2. De bepalingen getroffen ter uitvoering van het decreet bedoeld in het eerste lid, worden geacht krachtens dit decreet te zijn aangenomen en blijven van kracht totdat zij door de Regering worden opgeheven.

**Art. 23.** Dit decreet treedt in werking op de door de Regering vastgestelde datum en uiterlijk op 1 januari 2019. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 oktober 2018.

De Minister-president,

R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,

Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscomopdracht van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

—  
Nota

*Zitting 2018-2019*

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet nr. 684-1. – Commissieamendementen, nr. 684-2. – Commissieverslag, nr. 684-3. – Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 684-4. – Vergaderingsamendementen, nr. 684-5. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 684-6.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 oktober 2018.

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/14731]

**24 OCTOBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2008 portant exécution des articles 5, 11, 12 et 13 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 20;

Vu le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé et de l'enseignement secondaire de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française, les articles 5 et 13 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2008 portant exécution des articles 5, 11, 12 et 13 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française, modifié par les arrêtés du 13 septembre 2012 et du 26 septembre 2013 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 octobre 2017 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 décembre 2017;